Gouverner dans l'urgence

Le défi des républicains entre 1931 et 1939

Gobernar con urgencia. El desafío de los republicanos españoles entre 1931 y 1939

Benoît Pellistrandi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/agedor/5549>

DOI : 10.4000/agedor.5549

ISSN : 2104-3353

Éditeur

Laboratoire LISAA

Référence électronique

Benoît Pellistrandi, « Gouverner dans l'urgence », *L'Âge d'or* [En ligne], 13 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 14 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/agedor/5549> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/agedor.5549>

Ce document a été généré automatiquement le 14 octobre 2021.

L'Âge d'or. Images dans le monde ibérique et ibéricoaméricain

Gouverner dans l'urgence

Le défi des républicains entre 1931 et 1939

Gobernar con urgencia. El desafío de los republicanos españoles entre 1931 y 1939

Benoît Pellistrandi

- 1 Pour appréhender une notion, rien de plus nécessaire que de se tourner vers les définitions. Urgence : « caractère de ce qui est urgent, de ce qui requiert une action, une décision immédiate », « être dans l'urgence » signifie « être dans la nécessité ». En droit civil, « caractère d'un état de fait susceptible d'entraîner un préjudice irréparable, s'il n'y est porté remède à bref délai », ce qui dérive en droit constitutionnel vers une procédure d'urgence qui permet d'accélérer l'action législative et en droit public vers la notion d'état d'urgence qui est un « régime exceptionnel qui, en cas d'atteinte grave à l'ordre public ou de calamité nationale, renforce les pouvoirs de l'autorité administrative »¹. Telles sont les définitions que l'on trouve dans les dictionnaires².
- 2 La notion d'urgence est liée au temps et revêt un caractère de gravité. L'urgence est provoquée par un dérèglement de l'ordre normal et entraîne un caractère de crise qui oblige à des réponses calibrées et exceptionnelles. L'urgence c'est agir vite pour réparer une situation grave. Zaki Laïdi rappelle que « l'action en urgence est censée répondre à un souci d'efficacité »³ et qu'elle n'existe que, parce qu'à côté, il y a des procédures ordinaires (que ce soit en médecine ou en droit). L'urgence s'impose et déstabilise ceux qui doivent y répondre. Elle exige qu'on sursoie à un agenda prédéfini. Mais la politique n'est-elle pas entièrement dominée par cette règle de l'urgence, c'est-à-dire de l'imprévu et du contingent sans cesse perturbant ?
- 3 L'urgence, c'est encore « l'exacerbation du présent »⁴. Et Zaki Laïdi d'opposer le projet à l'urgence, le long terme au présent immédiat. Pour lui, la question est de nature culturelle et anthropologique :

On peut légitimement se demander si l'ère de l'urgence n'est pas annonciatrice d'une problématique temporelle nouvelle, où le présent serait désormais coupé de l'avenir, en raison de l'érosion de l'idée de progrès et de l'extrême difficulté à penser l'avenir sur le mode de la promesse qui est, comme l'a montré Arendt, une modalité d'agrandissement du réel. Or, c'est précisément à une démarche radicalement différente qu'obéit l'urgence. Son souci n'est pas d'agrandir le réel,

mais de l'absorber, de l'endiguer, comme si celui-ci apparaissait trop vaste et trop fort, comme si le réel était réductible à la seule contrainte.⁵

- 4 L'urgence est bien le résultat d'un dérèglement social et politique. Mais qui définit l'urgence ? Ceux qui ont la charge de gouverner ou bien ceux à qui s'adresse l'action de gouvernement ? On a là un nouvel aspect de la question qui oblige à tenir les deux bouts du thème⁶.
- 5 Par-delà la théorisation de la question qu'on se contente simplement de rappeler, que peut nous apporter l'examen de l'expérience des républicains espagnols pour penser l'urgence ?
- 6 Dans mon livre, *Histoire de l'Espagne des guerres napoléoniennes à nos jours*, j'ai intitulé l'une des sous-parties du chapitre consacré à la République : « la République en urgence »⁷. En effet, confronté à des défis multiples, le gouvernement républicain a eu le sentiment d'avoir à agir vite et fort pour réussir à imposer un changement historique et il l'a fait dans un cadre extrêmement contraint qui a débouché sur une guerre civile. Là réside la singularité de la situation espagnole. L'action réformatrice qui entendait conduire l'Espagne, par un processus de modernisation, à une mise à jour aux standards de la démocratie libérale européenne, spécialement la française, s'est heurtée à des résistances si fortes que l'échec s'est finalement dessiné au terme d'une confrontation tragique.
- 7 Manuel Azaña nous servira de fil directeur dans cette réflexion. Intellectuel et homme d'action, il sera l'un des principaux dirigeants de la République, en dépit de l'étroitesse de sa base partisane. Ses écrits demeurent à ce jour un témoignage exceptionnel sur la conjoncture espagnole et son inscription dans l'histoire longue du pays. Aussi se révèle-t-il un penseur original des temporalités avec qui il est possible de réfléchir pour identifier cette notion d'urgence dans un moment historique précis.

Histoire et urgence

- 8 En mai 1924, Azaña publie son « appel à la République », texte qui conjugue l'analyse de la situation politique avec la trajectoire historique de l'Espagne depuis le règne de Ferdinand VII⁸. La dictature de Primo de Rivera a suspendu l'ordre constitutionnel pour revenir à l'arbitraire « d'il y a un siècle ». L'ambition de « soigner les maux du pays »⁹ par la force et l'autorité brise les efforts de quatre générations d'Espagnols « qui ont combattu pour la liberté et l'émancipation du peuple ». « Les coups de force ont abondé dans notre histoire politique. Aucun changement radical n'intervient sans que, au moment critique ne se produise un acte de force (révolution, guerre civile ou étrangère, régicide) ». L'analyse d'Azaña emprunte au modèle français son armature politique et historique. Pour lui, le « coup de force » dispose d'une idéologie politique. La révolution de septembre 1868, le coup d'État de Sagonte, les guerres carlistes furent des coups de forces « comme le sera demain une insurrection du prolétariat ». Ce que veut dire Azaña, c'est que l'irruption de la force dans la vie politique vise à modifier en profondeur la structure de l'État en fonction d'un idéal politique. Il est indispensable pour casser un ordre ancien. La dictature de Primo de Rivera n'est pas pour Azaña ce coup de force historique mais bien un pis-aller des forces conservatrices pour empêcher l'avènement de la République.

- 9 L'histoire de l'Espagne depuis un siècle est marquée par la lutte entre l'Ancien Régime absolutiste et le régime libéral. « Du premier, nous savons tout [...] du régime libéral, rien car il n'a jamais existé dans notre pays » affirme notre auteur. L'Ancien Régime a conduit l'Espagne à la ruine. Le pays s'est sclérosé. « Triomphaient les intrigues de la cour, l'aristocratie et le clergé étaient les maîtres du pays, le pays était désert et le peuple pauvre, l'État sans prestige et la couronne sans gloire. Tel est le bilan du régime absolutiste ». La formule est sans appel. Que l'on impute à la liberté la décadence de l'Espagne est un mensonge historique. Au contraire, les timides essais de libéralisme tout au long du XIX^e siècle sont responsables des « petites avancées » espagnoles. Mais ce libéralisme a été vaincu. On peut lui reprocher « sa timidité, sa lenteur, sa lâcheté, les trahisures de ses propres serviteurs dont il a été victime, sa tendance à accepter des compromis avec ses ennemis pour la paix et la tranquillité », poursuit notre intellectuel.
- 10 Les obstacles qui se sont mis sur la route du libéralisme espagnol ont surgi à chaque fois qu'on était en mesure « de faire un pas décisif sur lequel on ne pourrait pas revenir »¹⁰. L'irréversible libéral n'est jamais advenu en Espagne, contrairement à la France. Face aux aventures personnelles, aux ambitions individuelles, au refus de la publicité des débats et de libre discussion, aux résistances des classes sociales privilégiées, le libéralisme a été, à chaque fois, vaincu. Le coup d'État de 1923 est un coup d'État militaire qui obéit aux revendications corporatistes de l'armée. Il n'a pas d'idéologie autre que la soumission de l'Espagne aux intérêts des seuls militaires. La critique d'Azaña se fait virulente pour dénoncer tout à la fois la faiblesse de l'État espagnol et l'ingérence inadmissible de l'armée dans la vie politique.
- 11 Dans son exposé, la critique laisse progressivement place à la présentation du projet libéral. « Une politique libérale respecte la conscience qui est sacrée et soumet à un critère national, généralisateur et égalitaire la concurrence des classes et des individus » estime-t-il, associant étroitement la Nation et l'individu, tous deux « réalités perfectibles », c'est-à-dire non définies par une seule tradition. « La Nation, explique-t-il, introduit l'individu dans l'histoire, l'incorpore à une œuvre séculaire, plus ample que sa vie personnelle ». Ce faisant, la nation est donc supérieure « aux conflits de classes, aux différences économique, intellectuelle et autre ». Azaña réclame le suffrage universel, le parlementarisme et la presse libre. Mais cela suppose une lutte dans laquelle « le libéralisme aura à se purifier et il devra arriver au commandement sans perdre une once de son intransigeance pour exploiter sa victoire ». On perçoit ici le basculement du diagnostic au manifeste.
- 12 Azaña dresse le programme de l'action à venir du libéralisme, même s'il se défend d'écrire une constitution. Il n'empêche : il expose un programme très détaillé. Il veut que la démocratie espagnole à venir soit non seulement militante mais aussi éducatrice. La vérité doit être dissolvante pour que chaque Espagnol se saisisse de la tradition nationale et qu'il la reformule en « idées de paix, de justice sociale et de rédemption humaine ». Le vocabulaire, étonnamment, se fait de plus en plus religieux, comme si, au fur et à mesure, qu'il écrivait son texte, Azaña sentait bouillir en lui ses impatiences. De l'analyse posée du début, on arrive à la revendication d'une action déterminée. « Il ne suffira pas de *s'inspirer* des points développés, il faudra les *réaliser* » conclut Azaña. « Que s'écartent de nous les timides, les hommes sans tempérament ni race, ceux qui se cachent derrière l'absence d'opinion » pérorait-il.

- 13 Ce que ce texte dit en creux c'est *l'urgence de l'action et de la réforme politiques*. Une formule plus nette résume sa démarche. Elle est de 1930 :

Ce bouleversement que nous prédisons pour l'Espagne doit être lié, non seulement à la péripétie que nous venons de vivre, mais à l'histoire de tout un siècle [...]. Il faut faire en Espagne une série de destructions définitives [...]. Située sur un plan historique, notre lutte est claire : nous devons faire ce que nos aïeux ne firent ni en 1820, ni en 1823, ni en d'autres occasions. Entre le passé de l'Espagne et son avenir, il faut mettre un fait irréparable que nous ne pourrions pas oublier, que nos adversaires ne pourront pas nous pardonner et qui nous liera définitivement pour la vie et en conscience à l'œuvre commune républicaine qui est la liberté de notre patrie.¹¹

- 14 Ce premier détour par les réflexions d'Azaña permet de mesurer les tensions qui traversent la société espagnole dans les années 1920. Elles sont d'ordre politique et social, mais elles s'inscrivent dans une histoire et une culture qui leur donnent leur intensité. On peut y voir une manifestation de l'urgence entendue comme nécessité historique. Le mot « irréparable » du discours de 1930 est bien du registre de l'urgence !

La République en urgence

- 15 Les conditions dans lesquelles la République est proclamée à Barcelone et à Madrid le 14 avril 1931 sont connues. Après des élections municipales qui désavouent les monarchistes, Alphonse XIII quitte le pays et la coalition des oppositions est en mesure de proclamer la République, réalisant ainsi le vœu de José Ortega y Gasset, exprimé en décembre 1930 : « *Delenda est monarchia* ». Une fois acquis le départ d'Alphonse XIII, il faut remplir le vide institutionnel créé et former un gouvernement provisoire qui devra convoquer des élections constituintes. Ce nouvel exécutif, qui porte la marque de la coalition hétéroclite dont il est le fruit, est présidé par Niceto Alcalá-Zamora, leader catholique d'une droite républicaine libérale, et compte, en son sein plusieurs hommes forts : Miguel Maura, venu du conservatisme¹², Alejandro Lerroux, le chef des radicaux, figure incontestable de l'opposition à Alphonse XIII, Manuel Azaña, leader de l'Alliance républicaine. Les partis républicains y sont tous représentés ainsi que les partis nationalistes, galiciens avec Santiago Casares Quiroga, catalans avec Nicolau d'Oliver. Le parti socialiste a délégué ses trois chefs de file Indalecio Prieto, Fernando de los Ríos, Francisco Largo Caballero. Ce nouveau gouvernement est loin d'être homogène. Né d'un comité révolutionnaire qui visait à renverser la monarchie, habité par une immense ambition qui passait par la rédaction d'un nouveau texte constitutionnel, une nouvelle compréhension de l'articulation territoriale de l'Espagne, une généreuse transformation sociale, une volonté de laïcisation et une modernisation de l'armée, il allait immédiatement être traversé des contradictions qui opposaient les ministres entre eux en fonction de leurs convictions.
- 16 À ces tensions internes, s'ajoutaient les résistances des vaincus de la veille et les impatiences de ceux qui veulent faire de la République avant tout une révolution violente¹³. Les 10 et 11 mai 1931, des échauffourées à Madrid dégénèrent. Plus d'une vingtaine de couvents sont pillés et brûlés. La question religieuse se place ainsi au premier plan du débat mettant face à face l'Église et la République. On a trop souvent tendance à croire qu'une incompatibilité de nature les opposait et que cette histoire était en partie une guerre religieuse¹⁴. Une voie moyenne était possible. Mais les

ferments de division religieuse, après ces incidents de mai 1931, passent au premier plan et servent de lien aux droites divisées et déboussolées.

- 17 Le 28 juin se tenaient les élections à une Assemblée unique dont la vocation ne se limiterait pas à la seule rédaction d'une constitution. Dotée du pouvoir de contrôler *a posteriori* l'action du gouvernement provisoire comme de juger les responsables de la dictature antérieure, cette Chambre devait établir le statut de la Catalogne dans l'ensemble espagnol et voter les lois organiques qui permettraient d'appliquer la constitution. La durée du mandat, non précisée, donnait à la majorité qui sortirait des élections un pouvoir considérable. Marqué par une forte abstention, de 35% (essentiellement le vote conservateur), le scrutin accorda la victoire à la gauche républicaine. La coalition antimonarchique avait éclaté et le morcellement des forces politiques créa un panorama d'une extrême complexité¹⁵. Pour d'évidentes raisons symboliques, le 14 juillet fut choisi pour ouvrir ces Cortés républicaines. La filiation de l'esprit républicain avec la Révolution française était revendiquée.
- 18 Dans son allocution inaugurale, le président Niceto Alcalá Zamora affirme : « Aujourd'hui, c'est une ligne de crête dans l'histoire de l'Espagne. D'un côté, l'écho de nos luttes civiles, toute la tension gigantesque et sans pareille entre la volonté démocratique du peuple et l'obstination incorrigible de la dynastie ; de l'autre, l'horizon qui s'ouvre avec la promesse de paix, d'avenir et de justice que jamais l'Espagne n'avait pu envisager comme aujourd'hui ». Cette conscience d'être à un point d'inflexion de l'histoire du pays permet de convoquer l'histoire constitutionnelle – 1812, 1855, 1873 – et surtout de dire le droit à la liberté conquis par les Espagnols¹⁶. Le gouvernement provisoire entend renoncer aux pleins pouvoirs et Niceto Alcalá Zamora de demander aux députés de s'approcher « sans précipitation mais rapidement, posément mais avec élan, vers le moment où nous nous déferons de nos pouvoirs ». Il faut institutionnaliser la République. L'heure est grave et pleine de promesses. Cette heure solennelle suscite « une émulation plus rapide, plus compétitive » qui doit habiter les constituants.
- 19 On l'aura compris, par-delà l'emphase du discours, la conscience d'une responsabilité historique habite la nouvelle majorité républicaine. Il me semble que si le mot urgence n'apparaît pas, l'idée est en permanence en toile de fond et elle conjugue deux éléments : la saisie d'une opportunité politique et la responsabilité historique. L'urgence procède d'une ambition de transformation complète qui permette de tailler une nouvelle Espagne¹⁷.
- 20 L'histoire politique de la République espagnole distingue trois séquences : le “*bienio progresista*” (1931-1933), le “*bienio conservado*” (1934-1935), puis le retour de la gauche au pouvoir lors de la victoire du Front populaire en février 1936.
- 21 Entre 1931 et 1933, l'assemblée et le gouvernement bouleversent les structures traditionnelles de l'Espagne. La nouvelle constitution définissait, en son premier article, l'Espagne comme « une République démocratique de travailleurs de toute classe qui s'organise en un régime de Liberté et de Justice. Le pouvoir de toutes ses institutions émane du peuple. La République est un État intégral, compatible avec l'autonomie de ses municipalités et de ses régions. Le drapeau de la République espagnole est rouge, or et violet ». L'article 3 précise que « l'État espagnol n'a pas de religion officielle » tandis que l'article suivant stipule que « le castillan est la langue officielle de la République » sans préjudice des langues régionales. Il est cependant écrit que « sauf dispositions établies par des lois spéciales, on ne pourra exiger de personne

la connaissance ni l'usage des langues régionales ». « L'Espagne renonce à la guerre comme instrument politique » (article 6) et « reconnaît et respecte les normes universelles du Droit international » (article 7). Le titre I porte sur l'organisation territoriale et précise les règles pour l'approbation des statuts de « région autonome » créant les conditions d'une décentralisation que réclament avec insistance les Catalans. Le titre II porte sur la définition des conditions de nationalité tandis que le suivant détaille les « droits et devoirs des Espagnols ». Dans ce chapitre, l'article 26 pose la séparation des Églises et l'État ce qui, vue la configuration religieuse, vise exclusivement l'Église catholique. Dans un délai maximum de deux ans, le budget national ne versera plus de sommes à l'Église tandis que les ordres religieux sont soumis à une autorisation définie par une loi à venir. Ils sont interdits d'activité enseignante, mais aussi commerciale et industrielle. Le titre IV « Famille, économie et culture » est empreint de la volonté modernisatrice des constituants. Le mariage repose sur « une égalité de droits entre les deux sexes » mais il peut être dissous par consentement mutuel ou à la demande de l'un des conjoints. L'état civil ne devra plus mentionner le caractère légitime ou illégitime de la naissance.

- 22 L'article 44, dont la discussion fut vive, est le fruit de la mobilisation des socialistes qui réussissent à faire admettre que « toute la richesse du pays, quel que soit son propriétaire, est subordonnée aux intérêts de l'économie nationale ». Il est clairement mentionné que « la propriété de tout bien pourra être l'objet d'une expropriation forcée en raison de son utilité sociale moyennant une indemnisation, sauf si une loi votée à la majorité absolue par les Cortés, en dispose autrement ». Ce dernier alinéa reflète la plasticité du texte constitutionnel. Les socialistes étaient favorables à la nationalisation des moyens de production tandis que les radicaux et les centristes s'y montraient hostiles. Ce compromis laissait, au gré des majorités à venir, le choix de telle ou telle option économique. Ce qui était ici en jeu : la réforme agraire. L'enseignement primaire est « gratuit et obligatoire ». Il sera « laïque et fera du travail l'axe de son activité méthodologique et s'inspirera des idéaux de la solidarité humaine » (article 48). La suite du texte décrit le fonctionnement des pouvoirs publics (Parlement unicaméral [Cortés], Présidence de la République, gouvernement, Justice, Finances publiques) et s'achève logiquement par la définition des garanties constitutionnelles et des conditions de la réforme de la loi fondamentale.
- 23 Si le texte offre la synthèse des aspirations de tous les réformateurs, les conditions de son élaboration, et notamment l'éclatement de la coalition en octobre 1931, le dotent de potentialités multiples puisqu'il confie l'aménagement de certains points à de futures lois. L'acclamation unanime de décembre 1931 n'efface pas les craquements qui se sont manifestés lors des longs débats. Qui plus est, à l'exception du Parti Socialiste qui a imposé la discipline de vote à ses députés, les autres parlementaires jouissent d'une liberté totale ce qui a conduit à une élaboration compliquée, l'issue du vote étant incertaine pour chaque article¹⁸.
- 24 On le verra lors du débat sur les articles concernant la place de la religion dans la nouvelle République. On peut y lire l'extrême confusion des plans entendue au sens de concurrence entre des idéologies distinctes. Le député navarrais Joaquín Beunza, d'obédience carliste, défend la place de l'Église en invoquant la tradition catholique de l'Espagne et en argumentant que « la révolution d'avril est plus de caractère social que religieux ». Il exhorte donc à se concentrer sur cette dimension sociale : « je crois que la République suivrait un chemin beaucoup plus conforme à sa signification et au désir

des Espagnols, si elle s'attachait d'abord à ce que tous les Espagnols puissent travailler et manger »¹⁹. C'est pour lui, « le premier problème auquel la République doit s'atteler ». « Le problème religieux, poursuit-il, est pour les consciences le premier des problèmes et le plus intéressant, mais il n'est cependant pas un problème d'urgence ; l'autre problème [le social] est d'une urgence infiniment plus grande. »²⁰

25 À cette argumentation, Manuel Azaña, alors encore ministre de la Guerre va répondre. C'est son fameux discours résumé d'une phrase « l'Espagne a cessé d'être catholique ». Mais par-delà la formule choc, ce que dit Azaña, c'est tout simplement le projet politique de la République : « Ce qu'on appelle le problème religieux, c'est, en vérité, l'implantation de la laïcité de l'État avec toutes ses conséquences inévitables et rigoureuses. »²¹ Tout le discours rappelle la dimension de révolution politique qu'entraîne avec elle cette rédaction de la Constitution et, de là l'ensemble des réformes à mettre en œuvre²².

26 Ce débat sur la question religieuse déplace vers la gauche le centre de gravité de la République naissante. L'élection de Niceto Alcalá-Zamora comme président de la République est un sacrifice que concèdent les partis progressistes à l'idéal d'union du printemps. Dans cette coalition, les éléments modérés sont désormais tenus à l'écart ou se sont marginalisés d'eux-mêmes, tandis que le dynamisme du PSOE, soutenu par l'activité de son syndicat (UGT), et la poussée de l'extrême-gauche syndicaliste et anarchiste exercent une pression évidente sur l'exécutif. En 1931, un peu plus de 3,8 millions de journées de travail sont perdues suite à des grèves. Ce chiffre monte à 14,4 millions en 1933 et 11,1 millions en 1934. Comme le Parlement n'a pas vocation à être dissous mais à mettre en œuvre la constitution, il y a continuité entre l'étape constituante et le fonctionnement régulier des institutions. Ainsi, symboliquement, politiquement mais aussi juridiquement, le cycle républicain puise sa légitimité dans la « révolution pacifique » d'avril 1931 et la nouvelle République est autant une forme juridique qu'un programme politique. José María Gil Robles, appelé dans les années suivantes à fédérer les droites, ne s'y trompe pas quand il juge la constitution « tyrannique en ce qui concerne les libertés publiques, persécutrice en matière religieuse et honteusement bolchévique en ce qui concerne la propriété »²³. Cette condamnation l'inscrit dans le camp antirépublicain. Cette dualité du système politique, qui s'approfondira tout au long des années, explique la montée, de part et d'autre, sur l'échiquier politique, d'un sectarisme qui confine à l'exclusion et l'anathème. En ce sens, la guerre civile avant d'éclater s'est construite dans les discours et les mentalités²⁴.

27 En outre, le contexte européen accentue les tensions : la récession économique, le naufrage de la République de Weimar, l'interprétation de la journée du 6 février 1934 en France et en Europe nourrissent la crise de la démocratie libérale, combattue par le fascisme, la révolution bolchévique. Les mots du vocabulaire politique sont indéfinis, ou en permanente reformulation. Ainsi le terme de démocratie masque-t-il des options parfois radicalement opposées. Le mot n'apparaît dans la constitution espagnole que dans son premier article ! « Le mot démocratie ne fut pas le terme clef de la Seconde République » précise Javier Fernández Sebastián qui ajoute que « république et révolution jouèrent un rôle beaucoup plus important dans le débat public »²⁵. Aussi la République n'est-elle qu'une étape intermédiaire vers la société sans classes pour les socialistes, qu'une parenthèse pour les conservateurs.

- 28 On le comprendra entre 1934 et 1935 quand les gouvernements Lerroux et Samper freineront la mise en œuvre de la réforme agraire et de la réforme militaire. Plus dramatiquement, les événements d'octobre 1934 à Barcelone et dans les Asturies disent l'organisation antagoniste des forces politiques après trois ans de République. La division et l'affrontement entre la gauche et la droite ont gagné en intensité et vont dégénérer en guerre.

La guerre, une urgence permanente

- 29 Les témoignages sur la guerre abondent. Mais comment passer sous silence les premières pages de *L'Espoir* d'André Malraux (1937) qui expriment la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les républicains ? On appelle au téléphone dans l'espoir de cartographier la situation et de savoir qui contrôle quoi. La mobilisation s'opère dans l'incertitude : elle repose sur l'engagement et sur le peuple en armes. Jamais comme auparavant, l'Espagne républicaine n'a été dans une telle situation d'urgence.
- 30 On le mesure à la mobilisation désespérée du gouvernement républicain et à ses demandes d'aide internationale. Mais la conférence de Londres d'août 1936 cesse de faire de l'Espagne une « question urgente » pour les Européens. La non-intervention est une manière d'écarter le problème et de s'en remettre à la seule logique de la guerre civile. Il n'entre pas dans le cadre de notre réflexion de rappeler les manquements italiens et allemands à cette non-intervention, et qui transforment les accords de Londres en une cruelle hypocrisie. Mais cette manière de botter en touche est un traitement de l'urgence. Londres, puis Paris, ne veulent pas faire entrer le drame espagnol dans l'hôpital de la diplomatie européenne.
- 31 On le mesure encore au déroulement des combats. La longue litanie des batailles égraine des moments cruciaux : Badajoz, Madrid, Jarama, Guadalajara, la campagne dite du Nord, Brunete, Belchite, Teruel, l'Èbre, la bataille de Catalogne, la chute de Madrid, la prise de Valence... Le propre de la guerre est bien de n'être plus qu'une urgence permanente. L'effondrement de la peseta dans le camp républicain, la désorganisation des flux de marchandises après la chute des régions industrielles des Asturies et du Pays basque et la rupture de la zone républicaine affaiblissent les capacités de résistance. L'héroïque bataille de l'Èbre retarde l'issue de la guerre mais ne la modifie pas – on le reprochera suffisamment à Negrin ! Enfin, la *retirada* en janvier-février 1939 annonce le grand drame des déplacés et des réfugiés de la Seconde guerre mondiale. C'est à une urgence humanitaire que doit faire face la République française. Les conditions d'accueil des populations sont celles de cette urgence absolue qu'on définira comme une situation exceptionnelle due à la conjugaison de la concentration sur quelques semaines du phénomène de fuite et au nombre des personnes concernées. Ici, l'urgence n'est pas une dissertation philosophique mais un ensemble de questions matérielles simples dans leur formulation, complexes dans leur résolution.
- 32 Il faudrait pour être complet, et strictement historien, analyser la construction de la décision militaire et politique dans la République en guerre, observer l'accélération de cette décision et la disparition des mécanismes du débat parlementaire. L'urgence est productrice de renforcement du pouvoir exécutif. Mais la crise de l'État républicain sera la concurrence des autorités et l'affaiblissement de la colonne vertébrale de l'État.

- 33 C'est ici qu'on peut à nouveau convoquer Manuel Azaña avec sa méditation désabusée que représente son œuvre *La velada en Benicarlo. Diálogo de la guerra de España*, écrite en 1937. Azaña est président de la République depuis mai 1936. La guerre l'a relégué à une fonction d'observateur. Il en profitera pour se faire l'analyste politique et moral du conflit. C'est la leçon de ce dialogue qu'est *La velada*. Onze personnages y représentent les courants républicains les plus importants²⁶. Même s'il se défend de camper des personnages historiques, la critique a tôt fait d'identifier les uns et les autres²⁷. L'ouvrage est une méditation sur les raisons de l'échec de la République. Un double échec : celui de sa politique et celui de la guerre, car Azaña est profondément pessimiste et ne croit pas à une victoire possible contrairement à Negrín²⁸. À l'abattement du premier s'oppose l'énergie combattante du second qui espère, toujours dans une attente déçue, que la situation européenne finira par remettre l'Espagne au centre du jeu.
- 34 Dans cette polyphonie politique sur les causes de la guerre, la manière de la conduire et le drame de l'Espagne, apparaissent ici et là les contradictions de l'action républicaine. Lluch dénonce l'impréparation du début de la guerre : « grande confusion, excellente volonté, peur paralysante ». Politiquement, le surgissement de l'action et du commandement ouvre la voie à des actes individuels profondément désorganisateurs²⁹. C'est qu'en réalité, l'État, dans un premier temps s'est effondré et que l'improvisation a pris le dessus et, dans ce processus, l'autorité s'est dissipée. « On ne doit pas accepter l'improvisation comme méthode permanente et surtout, on ne doit pas croire qu'on a réussi à improviser quelque chose d'utile en couvrant les commandements par des personnes politiquement remarquées mais ignorantes des rudiments de la fonction. Eux-mêmes, aveuglés par leur improvisation personnelle, refusent d'apprendre. Un acte révolutionnaire ne qualifie pas pour commander. » affirme ainsi Blanchart, un commandement d'infanterie. Ici, l'expert militaire qu'est Azaña critique avec férocité l'effondrement de la chaîne de commandement qui a eu pour effet de donner le pouvoir à des « rustiques analphabètes »³⁰.
- 35 L'improvisation et l'adaptation : là encore ce sont des mots de l'urgence. Cette pression a conduit à privilégier la seule dimension partisane : « l'adaptation de certains officiers a été si profonde qu'ils se sont mis au service, non de leur fonction de guerre, mais des desseins politiques d'un groupe »³¹. C'est à une véritable lecture critique de la manière qu'ont eue les partis républicains, et non républicains – Azaña déteste les anarchistes et les nationalistes basques et catalans qu'il estime profondément déloyaux à l'égard de l'État espagnol – que procède le président de la République. Le diagnostic final est que les divisions empêchaient la République de l'emporter. Cruelle vérité à entendre que celle-ci : la révolution a tué la République. Une fois encore, le champ lexical de l'urgence sert à décrire la situation :
- Une transformation sociale en Espagne était inévitable [...]. La République a essayé de la mener par ses propres moyens. L'essai et la stupide légende de la menace communiste ont donné le prétexte et les arguments à la rébellion militaire. Une fois le soulèvement consommé, la répercussion dans l'autre camp devenait automatique. L'indiscipline militaire a servi d'aiguillon à d'autres indisciplines. Le fleuve a débordé sur ses deux rives. La République flotte encore au milieu du courant. Essayer de le remonter eût conduit à un naufrage certain, perdant tout et la légalité et la révolution. Qu'il existe de fait une révolution, vous ne l'ignorez pas. Je ne nie pas qu'elle était nécessaire et qu'il fallait peut-être l'assurer. Mais à son ombre, on a commis des exactions et des crimes. Cela arrive toujours dans la révolution.³²

Conclusion

- 36 Si l'on repart des propositions de Zaki Laïdi, c'est-à-dire d'une compréhension de l'urgence comme surestimation du présent au détriment du projet d'avenir, comment combiner le projet républicain de transformation durable de l'Espagne et l'urgence dans laquelle les républicains ont été contraints de gouverner ?
- 37 Projet réformateur, projet de reconfiguration de la société espagnole, le projet républicain s'est heurté à des résistances liées à une compréhension différente du temps et de sa signification. Manuel Azaña le dit : « Dans sa courte vie, la République n'a ni inventé ni suscité les forces qui la détruisent. [...] La République en cassant une fiction, les a mises en lumière. Elle n'a pu ni les dominer, ni les attirer à elle, et dès le début, ces forces l'ont attaquée. »³³ Manquant de « préparation politique », ayant frappé de « stupeur ses ennemis traditionnels » et ne recueillant que « l'acquiescement conditionnel, réticent et menaçant des masses », elle a dû tout à la fois « esquiver l'anarchie et la dictature ».
- 38 L'urgence des républicains c'est donc un conflit de temporalités espagnoles. Face à la modernisation, la conservation. L'urgence et le conflit furent les étincelles d'un choc brutal de conceptions anthropologiques radicalement opposées et dont la résolution semblait échapper à la politique pour s'en remettre au rapport de forces et à la guerre. Une fois encore, donnons la parole à Manuel Azaña : « la plus grande erreur qu'on peut commettre dans l'action c'est de la mener comme si on avait en main et la toute-puissance et l'éternité. Tout est limité, provisoire, à la mesure de l'homme ». L'urgence pour les républicains espagnols fut cet espace compris entre la contingence et l'espoir de la transformation complète de l'Espagne. Elle fut autant une impatience de l'avenir qu'une volonté d'accomplissement dans le présent pour exorciser un passé redoutable.
- 39 Devant cet espace qui se transforma en abîme, lisons une dernière fois Manuel Azaña qui, entre deux temps, celui de l'urgence et du combat, celui de l'éternité et de l'histoire, qui est celui de la mort et de sa leçon, choisit délibérément le second comme seule issue possible à la résolution du drame espagnol :

Je n'ai pas l'optimisme de Pangloss et je n'appliquerai pas au drame espagnol la sagesse trop simple de ce dicton "*no hay mal que por bien no venga*". Mais c'est une obligation morale, surtout de ceux qui auront souffert de cette guerre, quand cette guerre terminera, comme nous espérons qu'elle s'achèvera, qu'on en tire la leçon [...] si une autre fois, bouillonne le sang colérique et si une fois encore le génie espagnol s'embrasait d'intolérance et de haine [...] que [cette nouvelle génération] écoute la leçon : celle de ces hommes, qui sont tombés bravement au cours de la bataille en luttant magnifiquement pour un idéal grandiose et qui, désormais, engloutis dans la terre maternelle, n'ont plus ni haine, ni rancune et qui nous envoient, avec les clignotements de leur lumière tranquille et lointaine semblable à celle d'une étoile, le message de la patrie éternelle qui dit à tous ses fils : Paix, Pitié, Pardon.³⁴

NOTES

1. Entre le moment où a été pensée cet article et sa rédaction finale, nous avons fait l'épreuve de l'état d'urgence sanitaire, par laquelle nous avons pu mesurer la puissance du pouvoir administratif accru par les dispositions exceptionnelles décidées par le pouvoir exécutif et validées par le parlement. Toutes les considérations qui suivent peuvent être lues à la lumière de cette expérience récente qui illustre pratiquement ce qui était des considérations d'abord théoriques.
2. Dictionnaire Robert de la langue française, dictionnaire en ligne de l'académie française, <https://cnrtl.fr/definition/urgence>
3. Zaki Laïdi, « L'urgence ou la dévalorisation culturelle de l'avenir », *Esprit*, n° 240, février 1998, p. 8.
4. Zaki Laïdi, « Pourquoi vivons-nous dans l'urgence ? », *Études*, 2906, juin 1999, p. 776.
5. *Ibid.*, p. 777-778. Je me permets d'attirer l'attention du lecteur sur le mot « endiguer » qui semble assez bien décrire ce que fut l'attitude des pouvoirs publics face à des « vagues » épidémiques. Un champ syntaxique se dégage progressivement...
6. Inutile de préciser que la thématique de l'urgence a été à la fois illustrée et modifiée lors de la crise sanitaire qui, depuis 2020, a soumis tous les gouvernements à un impératif d'urgence, sans, pour autant, que la question de l'urgence, comme impatience de l'opinion, ait disparu. C'est dire l'actualité du thème.
7. C'est la raison pour laquelle j'ai accepté l'invitation que Marie-Blanche Requejo Carrió à participer à cette enquête. Qu'elle trouve ici l'expression de ma gratitude.
8. “Apelación a la República” que l'on trouve dans Manuel Azaña, *Obras completas*, edición de Santos Juliá, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Taurus, 2008, t. II, junio 1920-abril 1931, p. 369-385. Les extraits cités dans l'article ont été traduits par nos soins. Nous ne donnons pas à chaque citation l'emplacement : le texte doit être lu dans son entièreté.
9. Comment ne pas percevoir dans ce vocabulaire qu'on doit aux écrits régénérationnistes une thématique médicale où l'urgence a sa place ?
10. Il prend l'exemple de l'assemblée de 1873 qui échoua à installer durablement un régime républicain.
11. Manuel Azaña, “Discurso en el banquete celebrado en honor de Marcelino Domingo”, *op. cit.*, p. 953.
12. Il est le fils de l'ancien leader Antonio Maura et le frère de Gabriel Maura qui était membre du dernier gouvernement monarchiste !
13. “En el otro extremo estan los impacientes; son, a veces, grandes masas como en el caso de los jornaleros andaluces y extremeños, que desde el siglo precedente, identificaban cambio de régimen con cambio de la estructura social agraria. En otras zonas, la impaciencia está alimentada ideológicamente por el sector anarcosindicalista que se plantea la revolución social como objetivo inmediato”, Manuel Tuñón de Lara, *La crisis del Estado: dictadura, República, Guerra (1923-1939)*, Barcelona, Labor, 1985, p. 122.
14. Elle le fut indéniablement mais au début de 1931, rien n'était joué. Si le primat d'Espagne, l'archevêque de Tolède, le cardinal Segura manifestait clairement son hostilité au régime, le cardinal Vidal i Barraquer, archevêque de Tarragone, plaidait pour une approche plus conciliante. L'épiscopat adopta majoritairement une position reconnaissant le caractère accidentel des régimes politiques, ce qui laissait entrevoir une entente possible entre l'Église et la République. À Rome, on plaidait en ce sens et dans le courant du mois de mai, interdiction est faite au cardinal Segura, qui se trouvait dans la ville sainte, de rentrer dans son diocèse. Passant

outre, il fut arrêté par la police espagnole et expulsé. Le ministre de l'Intérieur Miguel Maura, pourtant catholique, démontrait ainsi la force de l'État.

15. Le Parti socialiste arrivait en tête (113 sièges) juste devant le Parti radical de Lerroux (90 sièges). Les radicaux-socialistes, fruits d'une scission du parti radical emmenée par Marcelino Domingo en 1929, recueillaient 54 élus. La gauche républicaine catalane de Francesc Macià obtenait 36 sièges et l'alliance républicaine de Manuel Azaña seulement 30. Quant à la droite républicaine de Niceto Alcalá-Zamora, qui présidait le gouvernement, elle ne comptait que 19 députés. Il est vrai que dans l'élaboration des listes, la gauche la tint à l'écart obligeant à concourir sous ses propres couleurs. Trois femmes – Victoria Kent, Clara Campoamor, Margarita Nelken – avaient été élues députées alors même qu'elles n'étaient pas encore électrices (ce droit, reconnu dans la discussion constitutionnelle à l'automne, ne sera effectif que pour les élections de 1933).

16. Niceto Alcalá Zamora, discurso del 14 de julio de 1931, Diario de Sesiones del Congreso (consultable sur le site : https://app.congreso.es/est_sesiones/). « Nous avons souffert plus que personne pour la liberté politique, en luttant plus d'un siècle et quart, avec une ténacité dont il n'y a pas d'exemple dans le monde et ayant versé des torrents de sang comme aucun peuple ne l'avait fait ».

17. Le président Alcalá Zamora finit son discours par une métaphore sur la sculpture de l'Espagne. Les constituants, tels de sculpteurs, doivent dans la dure roche de l'histoire faire tomber ce qui est ruiné et naître « le visage que vous voulez donner à voir, au monde, de l'Espagne ».

18. Le plus emblématique de ces affrontements concerna la question religieuse. Le vote de l'article concernant les ordres religieux – adopté par 178 voix contre 59 mais avec 223 députés absents – fut précédé par un débat célèbre. L'article 3 sur l'absence de religion officielle avait été voté par 267 voix contre 41.

19. *Diario de Sesiones de Cortés (DSC)*, octobre 1931, p. 1648.

20. *DSC*, octobre 1931, p. 1649.

21. Discours du 13 octobre 1931. Manuel Azaña, *Discursos políticos*, edición de Santos Juliá, Barcelone, Crítica, 2019, p. 113-123.

22. “La revolución política, es decir, la expulsión de la dinastía y la restauración de las libertades públicas ha resuelto un problema específico de importancia capital, ¿quién lo duda!, pero no ha hecho más que plantear y enunciar aquellos otros problemas que han de transformar el Estado y la sociedad españoles hasta la raíz. Estos problemas, a mi corto entender, son principalmente tres: el problema de las autonomías locales, el problema social en su forma más urgente y aguda que es la reforma de la propiedad, y éste que llaman problema religioso.” (*Ibid.*, p. 115)

23. Cité par Mercedes Cabrera, “Proclamación de la República, constitución y reformas”, dans Santos Juliá (dir.), *República y guerra en España (1931-1939)*, Madrid, Espasa Calpe, 2006, p. 1-76, p. 41.

24. Voir à ce sujet Fernando del Rey, *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Madrid, Tecnos Editorial, 2013.

25. Javier Fernández Sebastián, « Democracia » dans Javier Fernández Sebastián et Juan Francisco Fuentes (dirs.), *Diccionario político y social del siglo xx español*, Madrid, Alianza Editorial, 2008, p. 350.

26. Mais Azaña en a exclu les anarchistes et les nationalistes basques et catalans.

27. Le docteur Lluch serait ainsi Negrín, Claudio Marrón, Ossorio y Gallardo ; Azaña se diviserait en deux personnages : Morales et Garces tandis que Barcala serait une représentation de Largo Caballero et Pastrana d'Indalecio Prieto.

28. Dès le début du dialogue, on entend ce « défaitisme », Morales affirme : “Una moral de vencidos es inútil, no ya para vencer sino para soportar el vencimiento. No sirve para mucho más la moral basada en la seguridad de la victoria. Si la victoria, por fin, no llega, se derrumba la

moral, el hombre se degrada en su cabardía ; y aunque llegue, tampoco esa moral sirve para afrontar la victoria, que por estilo relaja y corrompe tanto como la derrota. [...] Ganar o perder la guerra es muy importante, pero el fenómeno que padecemos no se cifra en eso.” Ce à quoi Pastrana lui répond : “Amigo mío, es usted un emigrado en canuto”, Manuel Azaña, *La velada en Benicarló. Diálogo de la guerra de España*, Madrid, Castalia, 1980, p. 70.

29. “La población exhibía la uniformidad nueva del desaliño, la suciedad y el harapo” (*Ibid.*, p. 78).

30. On trouve l'expression p. 85.

31. *Ibid.*, p. 85.

32. *Ibid.*, p. 121. C'est Marón qui parle.

33. *Ibid.*, p. 111.

34. Manuel Azaña, discours du 18 juillet 1938 à la mairie de Barcelone. Voir Manuel Azaña, *Discursos políticos*, edición de Santos Juliá, Barcelona, Crítica, 2019, p. 494.

RÉSUMÉS

L'urgence, en matière politique, est définie comme l'irruption du présent qui modifie l'ordre des priorités et bouleverse l'agenda gouvernemental. L'action du gouvernement républicain en Espagne entre 1931 et 1939 permet d'aborder cette thématique à partir d'un exemple précis, situé chronologiquement et socialement. L'ampleur des changements à effectuer – sur les plans institutionnel, social, économique, culturel, religieux – suffit à déterminer d'emblée un niveau de mobilisation et de volonté qui surgit du sentiment d'urgence. Sentiment né du combat politique qui s'enracine dans l'analyse d'une situation historique qu'analyse Manuel Azaña, leader républicain, chef du gouvernement puis Président de la République à partir de mai 1936 et observateur progressivement détruit par ce que la Guerre Civile révèle du caractère inexorable et décourageant de la politique espagnole.

En materia política, la urgencia se puede definir como la irrupción del presente que modifica el orden de prioridades y trastorna la agenda gubernamental. La acción del gobierno republicano en España entre 1931 y 1939 nos permite abordar este tema desde un ejemplo concreto, situado cronológica y socialmente. La envergadura de los cambios que hay que realizar -en el plano institucional, social, económico, cultural y religioso- es suficiente para determinar desde el principio un nivel de movilización y de voluntad que surge de un sentimiento de urgencia. Sentimiento nacido de una lucha histórica y política cuya análisis nos es propuesta por Manuel Azaña, líder republicano, jefe de gobierno y luego presidente de la República a partir de mayo de 1936, y observador poco a poco destruido por lo que la Guerra Civil reveló de la naturaleza inexorable y desalentadora de la política española.

INDEX

Mots-clés : Azaña (Manuel), République, réformes (réforme agraire, nationalisation), sécularisation, Guerre civile, Espagne

Palabras claves : Azaña (Manuel), República, reformas (reforma agraria, nacionalización), secularización, Guerra Civil, España

AUTEUR

BENOÎT PELLISTRANDI

Lycée Condorcet-Institut Catholique de Paris